

Inscrire la vulnérabilité au coeur de la politique.

Je suis convaincue de la pertinence de lier aussi RI et handicap. En effet, la conférence de Julia Kristeva à laquelle j'ai assisté il y a deux mois (donc en novembre 2006) a corroboré cette conviction et puis des faits bien particuliers me rappelant la triste réalité des CAT me ramènent aussi à ce sujet. Cependant, ce jour-là, je n'ai pas pris de notes parce que je ne pensais pas relayer ses propos en dehors de l'intérêt personnel que j'y trouvais et qu'en général, je ne prends des notes que pour fixer mon attention souvent défaillante et là j'étais à peu près sûre de ne pas rêvasser par ailleurs.

Julia Kristeva, psychanalyste s'est engagée sur le thème du handicap et des États Généraux sur le handicap se sont ouverts il y a un an ou deux à ce sujet. Ce chantier aujourd'hui est en panne, aucun impact, tout le monde s'en fout, sujet peu porteur comme on dit, attendons le prochain fait divers sanglant pour que les populations s'émeuvent !

Son travail porte cependant sur le handicap en général et en tant que psychanalyste, elle ne s'intéresse pas à ce que la société étiquette dans la catégorie du manque, (le handicap en tant que manque) mais à une parole singulière qui émerge et elle souhaite alors réhabiliter « le sujet » dans son corps tel qu'il est vécu.

Le handicap nous confronte à "l'irrémediable" et néanmoins à une singularité porteuse de créativité, à des « éclosions de surprise » expression de Colette, à condition que nous soyons capables d'écouter cette parole au lieu de la gommer.

Blinder l'individu sous la carapace de travailleur handicapé n'est pas une solution acceptable. J. Kristeva n'a pas parlé de revenu garanti évidemment, cependant, je fais le lien ici entre ses propos et nos travaux sur le RI, la catégorisation que notre société fait des individus en terme de handicapés est complètement obsolète en 2007, mais les mentalités sont tellement figées et en retard qu'il est difficile pour se faire comprendre d'utiliser un autre vocabulaire dans l'état actuel des choses. Les personnes en situation de handicap ne devraient pas bénéficier d'une allocation mais d'un Revenu Inconditionnel, tout simplement.

Ces personnes-là ont beaucoup de choses à nous apporter, la vulnérabilité est pour l'homme qui ne veut concevoir que la performance, la compétition, le triomphe, la compétence, une donnée essentielle pour mieux comprendre l'essence de son humanité et une société qui nie cette dimension est une société qui nous mène à la barbarie et au totalitarisme. J. Kristeva renvoie d'ailleurs à la lecture d'Anna Arendt sur ce thème là qui a travaillé sur le nazisme.

Il est donc grand temps d'inscrire la vulnérabilité au coeur de la politique.

Julia Kristeva rejette d'ailleurs le mot intégration car elle s'en méfie pour la compassion infantilisante qu'il connote. L'humanisme pourrait donc trouver dans le combat pour la dignité des personnes en situation de « handicap » le respect de la vulnérabilité, parce que cette vulnérabilité nous constitue tous en profondeur et il s'agit à l'aube du troisième millénaire d'inscrire ce combat dans le champ politique pour relayer l'attitude compassionnelle qui, en dehors des périodes de totalitarisme, a toujours accompagné le handicap, là où l'État s'est toujours déclaré forfait, la notion évangélique du pauvre (celui auquel il manque quelque chose), cette vision caritative assimilant la personne handicapée aux pauvretés nous prive du handicap en question et de la richesse qu'il peut nous apporter, on est dans une attitude infantilisante et non dans une interaction avec la personne.

« Tout un homme fait de tous les hommes qui les vaut tous et qui vaut n'importe qui ». Mots de J.P.

Sartre pas forcément dits pour parler du handicap mais de la condition humaine. Le soin a toujours été dévolu aux femmes et réduit les femmes à l'infirmerie et ce temps-là est aussi un temps qu'il faut dépasser, la base du politique est le lien, nécessité d'accepter la différence, d'être en interaction, d'accompagner et de bâtir une nouvelle politique qui nous permette de rattraper l'immense retard dans lequel est figé la France, pays des droits de L'homme. Il n'y a pas de véritable solidarité et un immense chantier reste à ouvrir pour désinsulariser le handicap et de le replacer au coeur de la vie humaine, nos sociétés dites modernes se veulent triomphantes et refoulent le handicap qui nous confronte à une exclusion incommensurable, ouvre une blessure narcissique, nous expose à la peur de l'effondrement, à la peur d'exploser la frontière humaine, à la peur de la castration, à la peur de la mort.

Les femmes souvent ont moins peur et sont dans le soutien.

Il faut dénoncer l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap quand il s'agit de faire coller des timbres par exemple ou de le soumettre à une tâche abrutissante comme dans certains CAT, c'est scandaleux et c'est nier la personne, c'est ne pas écouter sa souffrance.

Je dois dire que je suis, très sensible au sujet des CAT(centre d'aide par le travail), compte tenu de ce que j'ai vécu avec mon fils.

En effet, celui-ci a commis un délit (passage à l'acte) un après midi alors qu'il avait été convoqué par la Cotorep le matin pour un travail en CAT (je passe les détails). Il était rentré dans un état de grande agitation à midi, j'avais essayé de le calmer en lui disant que pour moi c'était clair qu'il n'aurait pas à y retourner par la suite, j'ai téléphoné aussitôt pour le signaler mais X. était très agité. Je suis partie travailler, je le regrette encore, que ne faut-il pas sacrifier pour ce satané boulot ! si j'avais su !

Bref, le soir, quand je suis rentré, il n'était pas à la maison, anxieuse, j'ai attendu, finalement le téléphone a sonné, le commissariat me convoquait (je passe les détails). Quand je l'ai revu, c'était au tribunal, menotté, encadré par des flics. J'ai pris un avocat, le délit n'était pas si grave, il n'y avait pas eu mort d'homme, d'autre part, X. n'était pas seul, il avait commis ce délit avec un ancien camarade de collègue qu'il avait retrouvé dans la rue l'après midi. Tous les liens s'étant peu à peu effondrés autour de lui, confronté à une grande solitude depuis les débuts de sa maladie, il recherchait des contacts avec des gens de son âge, ils se croisaient dans la rue régulièrement, l'autre garçon depuis longtemps avait bifurqué dans la magouille, ce jour là, l'alliance s'est instaurée... Et l'autre a eu le temps de fuir alors qu'un flic de l'IGEN en civil a tout de suite mis le grappin sur X. pas aussi bien préparé à ce genre d'exercice. X. a déclaré qu'il ne connaissait pas ce garçon alors qu'il le connaissait depuis l'enfance et qu'il habitait le quartier. J'ai su ça après, bien sûr, de toute façon, si je l'avais su, je ne sais pas si cela aurait changé les choses, je crois que j'aurais respecté son choix : ne pas dénoncer. Bref, pour ce qui est de la psy, tenez vous bien, accrochez vous, quand je l'ai appelée pour lui dire ce qui était arrivé : elle m'a dit textuellement : « les murs rassurent ! », elle parlait, bien sur, des murs de la prison ! Elle aurait dû savoir que beaucoup y laissent leur peau, et les malades encore plus, et que quand ils en sortent, se succèdent tentatives de suicides, rechutes bien plus graves...

Mais restons en là !

Ce témoignage me permet de rappeler aussi le courage, le combat de vie quotidienne mené par ces personnes que nous percevons comme faibles, de ce que la personne peut aussi nous enseigner pour nous aider à découvrir ce que nous ne voulons pas savoir d'une expérience extrême qui nous confronte à la dimension tragique dont toute vie humaine par essence est porteuse, à nos limites repérables en nous mêmes avec lesquelles il s'agit d'être aussi en interaction, en lien.

Il faudrait aussi évoquer le désastre français de la psychiatrie et ce qui ose se dire enfin aujourd'hui en termes de liens entre hôpital, rue, prison. A ce sujet, j'ai souvent pensé que les familles concernées ont trop souvent gardé le silence considérant que ce qu'elles vivaient étaient unique et honteux, silence coupable, oui, mais comment faire il y a dix ans pour parler de cela, c'était un peu se retrouver dans la

position de l'auteur de « Si c'était un homme » P. Levi à qui un jour dans un salon mondain, on a demandé où il avait appris à parler si bien l'allemand et qui tout naturellement dans le feu de la conversation a répondu « au camp de... » ; et, tout à coup, voyant le vide se faire autour de lui, prit conscience de l'énormité des mots qu'il venait de prononcer.

Les mesures préconisées par la loi 2005 sur le handicap n'ont pas été accompagnées de moyens financiers pour permettre leur adoption et souvent cela reste trop souvent aujourd'hui de vaines paroles, l'hôpital psychiatrique demeure le principal lieu d'accueil (avec la prison !), les hôpitaux sont gérés comme des entreprises, on parle de gouvernance, de nombres de lits etc...

- extension générale du principe de non discrimination,
- simplification des soins et des accompagnements,
- maison des handicaps départementale,
- engagement de l'État à trouver des lieux de vie et de créativité,
- aide de la solidarité nationale,
- droit à compensation,
- accessibilité physique et fonctionnelle des lieux,
- responsabilité de l'éducation nationale pour la déscolarisation,
- révolution culturelle pour changer le regard,
- création d'une caisse de solidarité nationale,
- coordination de la recherche et de la formation,
- créations de lieux de vie,
- maison ouverte,
- mobilisation des médias,
- liens de proximité à restaurer

Etc., etc., fin de l'humanisme triomphal, place à la vulnérabilité : préoccupation centrale du troisième millénaire.

Voilà, qu'en pensez vous ? Sommes nous bien engagés dans ce processus ? En avez vous entendu parler ? Liens avec le RI ? Décroissance ? Féminisme ? Je ne suis pas sûre de revenir là-dessus mais bon je vous laisse avec ça.

janvier 2007